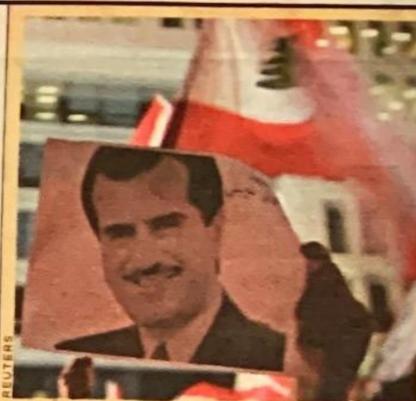


Libération

Sécurité de l'emploi

La droite pêche à gauche

Le Premier ministre a annoncé hier l'expérimentation du parcours professionnel sécurisé, une revendication phare des syndicats aujourd'hui défendue par l'ensemble de la gauche. **Page 2**



Un antisyrrien tué au Liban

Directeur du quotidien libéral *Al-Nahar* et adversaire de Damas, Gibran Tuéni a trouvé la mort dans un attentat, hier près de Beyrouth. **Page 8**

MONDE

Schwarzenegger sans pitié pour Tookie **P.9**

ÉCONOMIE

RER: le ton monte **P.20**

GRAND-ANGLE

Retour sur le drame de L'Haÿ-les-Roses **P.38**



Femmes battues sous tutelle

En marge du débat aujourd'hui à l'Assemblée, le gouvernement propose le placement en familles d'accueil pour les victimes de violences. **Page 6**

Battue par son mari
à Marseille, cette femme a fui pour se réfugier dans un café, dont le patron a appelé la police.

211
décès

En 2003 et 2004, 211 personnes sont décédées des suites de violences dites conjugales: 163 femmes victimes d'un homme, 46 hommes d'une femme, une femme victime d'une femme et un homme victime d'un homme.

Tous les
4 jours

En France, une femme décède en moyenne tous les quatre jours des suites de violence au sein du couple, contre un homme tous les seize jours. Dans le cas des décès, une femme victime sur deux subissait déjà des violences, contre un homme sur cinq.

Les cinq
régions
les plus
touchées

Le Nord-Pas-de-Calais, la Lorraine, Champagne-Ardenne, le Limousin et Provence-Alpes-Côte d'Azur sont les régions les plus touchées par la violence conjugale.

Disputes,
alcool et
rupture

Le moment de la rupture est une période à risque. 31% des affaires interviennent dans ce cadre. Dans plus d'un cas sur deux, la mort violente survient dans un contexte de dispute. Dans 29% des cas de violences, l'alcool est présent.

Source: le Recensement national des morts violentes survenues au sein du couple en 2003 et 2004, effectué à la demande du ministère à la Cohésion sociale et à la Parité.

DES FAMILLES D'ACCUEIL POUR FEMMES BATTUES

Ce projet gouvernemental, présenté aujourd'hui en marge d'une loi, rencontre un accueil frileux chez les professionnels.

A Nice (Alpes-Maritimes), il n'existe pas de centre d'hébergement réservé aux femmes battues. Au mieux, elles sont accueillies au milieu des SDF. Au pire, expédiées dans un autre département. En cette fin d'année, Accueil femmes solidarité est occupé à plein temps à chercher de quoi financer la chambre d'hôtel ou le studio où sont dirigées celles qui doivent fuir leur domicile. «*L'an dernier, c'est Philip Morris et Carrefour qui ont donné l'argent*», explique un salarié qui ne peut pas s'éterniser au téléphone: il doit filer dans un centre commercial faire des paquets-cadeaux afin de rapporter quelques euros à l'association.

La ministre de la Parité, Catherine Vautrin, ne sait pas combien de places d'hébergement sont disponibles en France: «*Jene suis pas dans une logique de chiffres, mais des solutions*», dit-elle. Cet après-midi, à l'Assemblée, en marge du débat sur la proposition de loi contre les violences au sein du couple (lire ci-dessous), elle va donc défendre une idée inédite: l'hébergement «*onéreux*» en famille d'accueil pour les femmes victimes de ces violences. Un document ministériel explique: «*Dans ce moment de reconstruction, être accueillies au sein d'un foyer assurera à ces femmes un soutien quotidien et personnalisé*». L'accueil pourra intervenir «*soit dès le départ du domicile, en urgence*», soit après, en alternative à un centre d'hébergement, «*pour un séjour de six mois à un an*». La ministre précise que les accueillants pourraient être «*anciennes assistantes maternelles ou des personnes impliquées dans le secteur caritatif*. Leur formation serait supervisée par le conseil général».

Trois départements pilotes

Il s'agit d'étendre aux femmes maltraitées le dispositif existant pour 7000 personnes âgées et autant de personnes handicapées. Trois départements pilotes (Drô-

me, Ardèche et La Réunion) seraient immédiatement opérationnels, en vue d'une généralisation courant 2006. Les familles percevront 612 euros de salaire, et près de 700 euros de frais d'entretien et de loyer, éventuellement à la charge de la victime. Face aux critiques des professionnels, Catherine Vautrin a révisé la voilure du discours: «*Jene prétends pas que c'est la solution qui va répondre à tous les maux*. Il faut élargir la palette. Je vais expérimenter avec prudence. Il faut notamment s'adapter au vécu social, économique et culturel de chaque femme». Elle se défend: «*On n'a pas le droit de se priver d'une piste pour des raisons idéologiques*».

«Jamais dans l'urgence»

Marie-Dominique de Suremain, déléguée nationale Solidarité femmes, qui regroupe la grande majorité des structures d'écoute et d'accueil, ne veut pas couper les ponts avec un ministère dont dépend la survie de nombreuses structures. Quand nombre de ses adhérentes accusent le gouvernement de chercher à se soustraire aux promesses de création de lits d'accueil, elle prend le temps d'expliquer leur travail: «*Accueillir une femme qui, bien souvent, se trouve en danger de mort n'a rien à voir avec l'accueil lié à la pauvreté ou à la maladie*. Dans des étapes postérieures, face à l'engorgement des lieux, elle n'écarte pas le recours aux structures familiales. «*Mais jamais dans l'urgence*. Quand elles arrivent, ces femmes ont besoin d'un soutien psychologique, juridique et administratif». Toutes les personnes interrogées décrivent en effet la difficulté de cet accompagnement, où les atterrissements, les retours au domicile de femmes ayant mobilisé les énergies de tous et les traits de plainte mettent leurs interlocuteurs à l'épreuve. «*Elles sont souvent sous emprise et ne se vivent pas comme victimes*, précise Marie-Dominique de Suremain. Ac-

compagner une femme maltraitée est un apprentissage de plusieurs années demandant un travail d'équipe constant, qui doit être supervisé et évalué».

Ce professionnalisme, Jean-Daniel Elichiry, responsable d'un centre d'écoute des violences conjugales au Pays basque, le définit comme une position conjuguant «*la distance et l'empathie*», une position que seules l'expérience d'une équipe et la technique permettent d'ajuster. «*C'est gentil, mais illusoire de croire qu'avec un zeste de bon sens et un peu d'amour, on peut apporter une réponse*...» A Périgueux (Dordogne), Eliane Isnard, de SOS femmes, raconte avoir tenté l'expérience de la famille d'accueil avec des propriétaires de gîtes ruraux. «*Une catastrophe: les accueillants avaient le sentiment de faire une bonne action, et les femmes vivaient très mal cette tutelle. Elles avaient l'impression d'être considérées comme des gamines*». Cette idée de famille n'est pas anodine, selon elle: «*Cela renvoie à l'idée que la femme victime doit être mise en situation de tutorat, de mineure*».

«En soutien ponctuel, c'est tout»

Les femmes accueillies au foyer Sedire, à Dunkerque (Nord), unique en France, viennent de milieux sociaux favorisés et sont en grand danger. Elles y partagent un appartement avec une ou deux femmes. «*Elles ont besoin à la fois d'être chez elles et d'une solidarité qu'elles trouvent auprès de leurs compagnes et de l'équipe. Les nuits, surtout au début, sont des moments critiques*», explique Fabienne Dewailly, plus sceptique que critique face à l'initiative ministérielle. «*Quand on voit un homme armé rôder dans le quartier, c'est bien d'avoir une maison, avec une famille chaleureuse, pour quarante-huit ou soixante-douze heures. En soutien ponctuel, c'est tout*», précise Michèle Perrin, de Solidarité femmes, dans la Loire.

Marie-Jacques Bidau, psychologue à Vivre autrement ses conflits, à Toulouse, est plus positive: «*J'ai vu faire ça dans le Tarn: plutôt que de placer l'enfant tout seul chez une assistante maternelle, on envoyait la mère et l'enfant. Moi, je trouve ça préférable à des nuits d'hôtel*». Catherine Ducruzet, de SOS violences conjugales, à Brive, estime que le dispositif ne tiendra pas le coup, «*sauv pour des femmes de plus de 50 ans sans enfant, qui ne supportent pas la vie communautaire*».

Entre les centres d'urgence, où atterrit la misère de la ville, et la «*Tata*» de l'aide sociale à l'enfance, Jean-Daniel Elichiry a une autre idée: «*On devrait créer des petites structures de vie, familiales et souples, animées par des professionnels, éventuellement des couples*». Et cet ancien inspecteur de l'aide sociale à l'enfance, qui connaît les limites de la famille d'accueil, de noter qu'«*on a de plus en plus de mal à recruter*».

B.G.

BLANDINE GROSJEAN



Au Centre de soins espagnol de réinsertion de femmes maltraitées. Ce montage symbolise les «liens» qui entravent la femme dans le mariage.



Sara, 24 ans, quitte le centre sous protection policière, afin d'aller passer ses examens universitaires dans sa ville d'origine qu'elle a dû fuir.

«Ici, personne ne te dira "il va changer"»

En dix-huit mois, un centre espagnol change des victimes en féministes épanouies.

Espagne envoyée spéciale

Elles arrivent essorées comme des serpilières. Elles ressortent rayonnantes, à l'issue d'un «*traitement intégral*» de dix-huit mois qui s'apparente au programme d'un camp de rééducation: «*Transformer radicalement les schémas mentaux traditionnels qui conditionnent la fonction sociale de la femme au travers d'une idéologie patriarcale et sexiste*». Sara raconte, enthousiaste soldate de la cause: «*J'avais honte. J'étais incapable de pouvoir dire qu'il me maltraitait, me violait, m'humiliait. Maintenant, je suis fière d'être ici, de lutter avec des combattantes, d'avoir su décider toute seule, et non plus à travers lui, d'avoir dit "basta, tunc m'auras plus"*». Tout naturellement, l'étudiante de 24 ans glisse du «*il*» intime de son ex, dont elle a fini par reconnaître «*grâce à la thérapie du centre*» qu'il était «*méchant*» («*Je pensais jusqu'alors qu'il m'aimait trop et ne savait pas se contrôler*»), au «*ils*» politique et général, qui désigne les hommes violents. Elle parle de «*cette méchanceté avec laquelle "ils" vivent*».

«**Camarades**». Toutes débarquent dans ce «*Centre de soins, de récupération et de réinsertion de femmes maltraitées*», havre dont la localisation est tenue secrète, «*plus sûr qu'une base des services secrets*», gonflées de larmes que leurs «*camarades*» recueillent, écoutent, durant des semaines s'il le faut, avec une bienveillance structurée par des années de savoir-faire. «*Ici, personne ne te dira jamais des conneries du genre "ne l'inquiète pas, ça va s'arranger"*...», «*il va changer*...» ou «*il n'osera plus rien te faire*», tous ces préjugés qui nous ont fait tant de mal et en ont envoyé des centaines dans la tombe», explique une Andalouse. Créé il y a quinze ans par des féministes, et toujours régi selon leurs règles, le centre a forgé en partie la «*Loi intégrale contre la violence de genre*» votée en 2004 par le gouvernement socialiste de Zapatero.

C'est d'ici que sortent les techniques d'accueil et de reconstruction des femmes victimes, qu'on applique dans les centres récemment créés. L'ambition déclarée de la loi est d'éradiquer la violence machiste, «*manifestation de la situation d'inégalité et de la domination des hommes sur les femmes*». Ana Maria Perez del Campo Noriega, fondatrice du centre, a convaincu les politiques que c'est en investissant à fond sur les victimes, qui pourront aider leurs sœurs à se rebeller, qu'on viendra un jour à bout de ce fléau. Première marche. L'éloignement de l'homme violent est la première marche qui mène à la liberté: «*Ne plus*

«**Jusqu'alors, je pensais qu'il m'aimait trop et qu'il ne savait pas se contrôler. Grâce à la thérapie du centre, je sais désormais qu'il est méchant.**»

Sara, étudiante

jamais retomber dans le piège d'une relation violente, dévalorisante». Pour éviter les rechutes, on martèle aux pensionnaires qu'«*il*» n'est pas amendable. «*Ils sont tous identiques, des photocopies*», assène Toni, la psychologue. «*C'est seulement au bout de quelques semaines que tu te rends compte que ce que tu vivais était inacceptable*», confirme Marichu, 54 ans, contrainte de quitter pour toujours son village, ses enfants et son travail. Seules 1% des femmes ayant bénéficié de «*l'intervention intégrale*» du centre retournent vivre sur le lieu de leur «*asservissement*» passé. Sara ne désespère pas de faire partie de ce 1%. Ses parents, ses neveux, la mer, l'odeur de la poussière chez elle lui manquent tellement qu'elle pleure lorsqu'elle y pense. Toni, la psychologue, la laisse raconter cette peur qui la prend au ventre chaque fois qu'elle retourne là-bas, l'attirance dont il est si compliqué de se défaire. Le «*traitement intégral*» passe par l'apprentissage des «*valeurs démocratiques d'égalité*», «*l'édu-*

«*ation non sexiste donnée aux enfants*», etc. Il passe par l'estime et l'amour de soi qui se pratiquent ici à chaque microévènement de la journée: «*Comme tu es belle aujourd'hui!*», «*tes gâteaux étaient délicieux*», «*c'est vraiment intéressant ce que tu dis, là!*» Dans un pays «*où les femmes sont dressées pour se mettre au service de la famille*», rappelle Ana Maria, on prétend ici leur inculquer l'égoïsme. Par exemple, lors de sa petite causerie féministe, la fondatrice du centre parle du poisson: «*Quand nous faisons les courses, nous achetons le poisson qu'il aime, nous cuisinons la meilleure partie pour Lui et nous gardons le pourri pour nous*...» Quand Marichu est arrivée, le lien entre son calvaire conjugal et le poisson n'avait pourtant rien d'évident, et encore moins pour sa voisine qui, des années durant, ne s'était jamais couchée sans laver les couteaux avec lesquels son mari promettait de la tuer.

Policiers. Dans un salon baigné par une belle lumière de l'hiver, elles critiquent leurs escortes, ces policiers chargés de les protéger 24 heures sur 24 quand elles bénéficient d'une mesure judiciaire d'éloignement et de protection. «*Ils se prennent pour nos sauveurs*», dit l'une. «*Je ne supporte pas son attitude patriarcale*», se plaint l'autre. «*Le mien me donne des conseils. Il n'est quand même pas payé pour m'infliger ses préjugés sexistes*», abonde la troisième. Toutes sortent du centre avec un travail, ou une formation pour celles qui n'avaient pas de métier, un toit, un suivi intensif durant la première année, et, ensuite, le plus souvent, des liens d'anciennes combattantes. «*Beaucoup constituent des groupes féministes*», glisse Ana Maria, bienveillante mère supérieure de ce féminisme. ◀

BLANDINE GROSJEAN
Photos ALFREDO CALIZ

éditorial

Par ANTOINE DE GAUDEMAR

Charité victimaire

Il y a des pays où le sort des femmes battues est devenu une cause nationale. Ainsi, l'Espagne, qui a voté l'an dernier une «*loi intégrale*» contre la violence de genre», cette question est source de polémiques, jusque chez les féministes. Même si ce fléau fait autant de victimes dans un pays que dans l'autre, sa perception y est différente. Sortie de cinquante ans de dictature, l'Espagne a été projetée en très peu de temps dans la modernité, mais les mentalités n'ont pas évolué à la même allure que la société. Et beaucoup d'hommes, élevés au biberon du machisme, n'ont pas supporté ce rapide changement d'époque.

De ce côté-ci des Pyrénées, le sentiment prévaut que ces questions sont d'une autre époque et que les violences conjugales sont avant tout engendrées par la misère sociale et l'alcoolisme, quand ce n'est pas par l'aveuglement coupable des victimes. La loi qui sera vraisemblablement votée aujourd'hui à l'Assemblée reflète cette différence d'approche. Là où nos voisins ibériques ont fait le choix de solutions radicales, comme le montre notre reportage dans un des centres secrets de réinsertion de femmes battues, le projet fourre-tout français s'attache surtout à aggraver les peines contre les auteurs de violences sexistes. Une vision principalement répressive du problème, qui coïncide avec les textes adoptés récemment, par exemple contre l'homophobie, et qui, faute de vrais moyens financiers, laisse bien peu de place à tout ce qui pourrait favoriser une meilleure politique d'éducation et de prévention. Même la mesure phare du plan gouvernemental (le placement des victimes de violences dans le couple dans des familles d'accueil, comme les enfants maltraités) est significative de cette pingrerie et de ce manque de confiance dans les structures institutionnelles: elle ressemble bien plus à de la charité victimaire.